

DÉCLARATION

Aucune justification économique



ON LÂCHE RIEN
ni personne

ON EST LÀ



Aucune justification économique

Au vu de toutes les explications qui nous ont été apportées par la Direction et l'expert-comptable, il paraît clair que la Direction justifie son projet et les 3000 suppressions de poste qui en découlent par des raisons économiques.

C'est pourquoi nous considérons qu'elle aurait dû mettre en place un PSE, plutôt qu'imposer aux salariés des reclassements qui ne leur conviennent pas ou les inviter à « s'auto-licencier ».

Pour autant ces raisons économiques ne correspondent pas selon nous à un motif permettant de justifier valablement des licenciements ou des départs volontaires pour motif économique et nous comprenons que c'est pour cela que la Direction a opté pour la rupture conventionnelle collective, ce qui lui permet d'échapper à la fois aux contraintes de la procédure de PSE, tout en privant les salariés des avantages y afférents, et de se protéger contre d'éventuels litiges liés aux ruptures injustifiées.

Concernant la partie économique, nous considérons que ce rapport n'est qu'une pâle copie des propos de la direction, malgré la qualité du travail effectué sur les autres domaines et ne sert en rien les élus et les salariés qu'ils représentent.

En tout état de cause, nous constatons qu'aucune justification économique sérieuse n'est avancée ni dans le rapport ni dans les propos de la direction. En effet, le rapport ne mentionne en aucune manière que le résultat négatif est en grande partie dû à des dépréciations comptables qui ne reflètent en rien les résultats économiques. D'ailleurs, nous notons les points suivants :

- Le CA France progresse de 1,3% entre 2017 et 2018
- Le free cash-flow libre se monte à 636 M€ soit une progression de 26,44% avec une baisse des investissements opérationnels.

Pourtant la nouvelle direction ne devait-elle pas investir ? Comment pourrait-on croire une direction qui ne fait que couper dans les effectifs mais ne produit rien ? Ces résultats démontrent à eux-seuls que le plan Bompard c'est le cash à court terme, Carrefour dans 5 ans ce n'est pas son problème !

En conclusion, 3 000 personnes sont mises au chômage pour augmenter les dividendes. Ce sera une double peine : ceux qui s'en vont seront privés d'emplois, ceux qui restent travailleront plus pour le même salaire.